



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Espace Mendès France Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019
Espace Mendès France Association
1 place de la Cathédrale 86000 POITIERS

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Cooperative, une entité de
droit suisse.

KPMG SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
77572641707621 RCS NANTERRE



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Espace Mendès France Association

1 place de la Cathédrale 86000 POITIERS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

À l'Assemblée Générale de l'Association Espace Mendès France Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Espace Mendès France Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 10 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelé à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la

collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lagord, le 28 juillet 2020

KPMG SA



Pierre-Emmanuel Sallé

Commissaire aux Comptes

Bilan Actif

Bilan Actif	Au 31/12/2019			Au 31/12/2018
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif Immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres	7 646	7 309	337	466
Immobilisations en cours				
Avances				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériel et outillages industriels	439 874	365 991	73 883	71 195
Autres	609 764	564 465	45 299	46 175
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (1)				
Participations				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés	2 806		2 806	2 806
Prêts				
Autres	2 455		2 455	2 110
TOTAL (I)	1 062 545	937 766	124 779	122 751
Comptes de liaison				
TOTAL (II)				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	334		334	359
Avances et acomptes versés sur commandes				11 269
Créances (2)				
Usagers et comptes rattachés	121 866		121 866	116 377
Autres	409 840		409 840	399 634
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	98 759		98 759	9 769
Charges constatées d'avance (2)	15 755		15 755	18 808
TOTAL (III)	646 554		646 554	556 216
Frais d'émission d'emprunts à étaler(IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion actif(VI)				
TOTAL GENERAL ACTIF (I à VI)	1 709 098	937 766	771 333	678 967
(1) Dont à moins d'un an				
(2) Dont à plus d'un an				
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs net à réaliser : Acceptés par les organes statutairement compétents				
Legs net à réaliser : Autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

Bilan Passif

Bilan Passif	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
	Net	Net
Fonds Propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	168 049	168 049
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau	-334 322	-296 784
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	6 755	-37 538
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
- Apports		
- Legs et donations		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	91 413	87 465
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires commodat		
TOTAL (I)	-68 105	-78 808
Comptes de liaison		
TOTAL (II)		
Provisions et fonds dédiés		
Provisions pour risques	5 200	
Provisions pour charges	354 289	294 983
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement		
Fonds dédiés sur autres ressources		
TOTAL (III)	359 489	294 983
Emprunts et dettes (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	772	29 215
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	232 029	214 124
Dettes fiscales et sociales	119 505	123 252
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	16 868	159
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	110 775	96 042
TOTAL (IV)	479 949	462 792
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I à V)	771 333	678 967
(1) Dont à moins d'un an		
(1) Dont à plus d'un an		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
ENGAGEMENTS DONNES		
Legs net à réaliser :		
- Acceptés par les organes statutairement compétents		
- Autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à payer		

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2019 au 31/12/2019	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	9 994	13 595
Production vendue de biens		
Production vendue de services	434 392	368 518
Produits d'exploitation	444 386	382 113
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	3 030 190	2 722 417
Dons		
Cotisations	695	779
Legs et Donations		
Produits liés à des financements réglementaires		
Autres produits	600	31 415
Reprises sur amortis., dépréciations, prov., transferts de charges	8 244	72
TOTAL (I)(1)	3 484 116	3 136 796
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	21 932	16 872
Variation de stock de marchandises	322	10
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock matières premières et autres appro.		
Autres achats et charges externes (2)	1 768 610	1 520 355
Impôts, taxes et versements assimilés	125 029	146 117
Salaires et traitements	1 032 529	1 001 335
Charges sociales	423 475	409 589
Dotations aux amortissements sur immobilisations	59 329	62 726
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des l'actifs circulants		
Dotations aux provisions	59 306	40 928
Autres charges	22 581	18 164
TOTAL (II)(3)	3 513 114	3 216 096
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-28 999	-79 300
Excédent ou déficit transféré (III)		
Déficit ou excédent transféré (IV)		
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (III - IV)		
Produits financiers		
Produits financiers de participation (4)		
Produits autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé (4)		
Autres intérêts et produits assimilés (4)	397	163
Reprise sur provisions et transferts de charges		
Différence positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL (V)	397	163
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et dépréciations		
Intérêts et charges assimilées (5)	3 120	5 221
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements		
TOTAL (VI)	3 120	5 221
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-2 723	-5 058
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	-31 721	-84 358

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2019 Au 31/12/2019	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018
Produits Exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	43 676	48 338
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
TOTAL (VII)	43 676	48 338
Charges Exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		1 000
Sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	5 200	518
TOTAL (VIII)	5 200	1 518
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	38 476	46 820
Impôts sur les bénéfices (IX)		
Participations des salariés (XII)		
SOLDE INTERMEDIAIRE		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs(X)		
Engagements à réaliser sur ressources affectées(XI)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII + X)	3 528 189	3 185 297
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + XI + XII)	3 521 434	3 222 835
EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)	6 755	-37 538

Evaluation des contributions volontaires en nature

PRODUITS	Du 01/01/2019 Au 31/12/2019	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL		
CHARGES	Du 01/01/2019 Au 31/12/2019	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont redevance sur crédit_bail mobilier		
(2) Dont redevance sur crédit_bail immobilier		
(3) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(4) Dont produits concernant des organismes liés		
(5) Dont intérêts concernant des organismes liés		

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

Néant.

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Les mesures de contraintes décidées par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire liée au Coronavirus emportent pour le tissu économique des conséquences, notamment financières, d'une ampleur inédite. A ce jour les conséquences qui en découlent sur la santé financière des entreprises ou associations est difficilement prévisible, compte tenu des incertitudes pesant sur la durée des mesures de restrictions en cours mais également des modalités et conditions de sortie de cette crise.

Compte tenu de la date de ces événements, sans lien direct prépondérant avec la situation à la clôture de l'exercice 2019, nous avons établi les comptes sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté sans prendre en compte, dans la valorisation de nos actifs et passifs, les incidences potentielles liées à ces événements.

Toutefois, compte tenu du contexte décrit ci avant, il se peut que des effets négatifs, à court ou moyen terme, puissent affecter notre activité et notre trésorerie et venir impacter notre continuité d'exploitation au titre de l'exercice 2020.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

• Constructions	Néant,
• Agencements et aménagements des constructions	4 à 5 ans,
• Matériel	4 à 5 ans,
• Film vidéo, matériel d'expo, biblio.itinér.	4 à 5 ans,
• Matériel de transport	3 à 5 ans,
• Matériel de bureau et imprimés	3 à 5 ans,
• Mobilier	8 ans.

Stocks

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

L'indemnité de départ en retraite comptabilisée a été calculée en fonction notamment, de :

- la législation sociale,
- la convention collective de l'association,
- l'âge des salariés,
- l'ancienneté des salariés dans l'association,
- la rémunération actuelle des salariés.

Le chiffre obtenu a été pondéré d'un coefficient pour tenir compte de la probabilité que chaque salarié soit encore dans l'association à l'âge théorique de départ en retraite.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont reprises au résultat suivant le même plan d'amortissement que les biens auxquels elles se rattachent.

Subventions de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les financements publics contribuant à la réalisation des projets engagés par l'Espace Mendès France.

Les subventions attribuées par la Communauté d'agglomération Grand Poitiers et le Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine sont destinées à soutenir les actions de diffusion de la culture scientifique et le développement de partenariats avec la Communauté universitaire et culturelle en Poitou-Charentes. Les publics visés sont : les familles, le public éloigné de la culture ainsi que le public scolaire et adolescent.

Conventions de mise à disposition

Mise à disposition de locaux

Via la convention signée fin 2017, la communauté de communes GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE met gratuitement à disposition de l'association des locaux du 01/01/2017 au 31/12/2026.

Pour l'année 2019, cette mise à disposition gratuite est valorisée à :

- 375 634 € pour le loyer,
- 30 964 € au titre des frais d'entretien et de maintenance.

Mise à disposition de personnel

GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE s'est aussi engagé à mettre à la disposition de l'association ESPACE MENDES FRANCE, des agents municipaux. En 2019, ce soutien a été valorisé conformément à la convention et comptabilisé pour la somme de 412 995 €, en subvention.

La charge correspondant au 10 salariés mis à disposition s'élève à 412 995 €, et a été comptabilisée en autres charges externes.

Informations requises par l'article R.123-198 - 9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 6 100 € hors taxe.

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	7 295
Crédit-bail immobilier	
Pensions, retraites et assimilés	
Autres engagements	343 398
TOTAL	350 693

Commentaire

Autres engagements : l'indemnité de départ en retraite correspond au 1/4 du salaire brut par année d'ancienneté des salariés et au 1/3 du salaire brut pour la onzième année de présence et les suivantes, multipliée pour chaque salarié par le taux de probabilité de présence en fin de carrière.

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

Commentaire

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début d'exercice	Affectation du résultat et retraitement	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds Propres					
Fonds associatifs sans droit de reprise :					
- Patrimoine intégré	168 049				168 049
- Fonds statutaires					
- Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
- Apports sans droit de reprise					
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés					
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables					
Ecarts de réévaluation					
Réserves :					
- Réserves indisponibles					
- Réserves statutaires ou contractuelles					
- Réserves réglementées					
- Autres réserves					
Report à nouveau	-296 784	-37 538			-334 322
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-37 538	37 538	6 755		6 755
Autres fonds associatifs					
Fonds Propres					
- Apports					
- Legs et donations					
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs					
Ecarts de réévaluation					
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	87 465		47 624	43 676	91 413
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires					
TOTAL	-78 808		54 379	43 675	-68 105

Commentaire

Tableau de Mouvements des Subventions d'Investissement ou classées en fonds associatifs

NATURE DES SUBVENTIONS	Affectation	Montant à l'origine	Rapport au résultat de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
AFFECTES A DES BIENS RENOUVELABLES PAR L'ASSOCIATION AVEC DROIT DE REPRISE				
TOTAL				

NATURE DES SUBVENTIONS	Affectation	Montant à l'origine	Rapport au résultat de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
AFFECTES A DES BIENS NON RENOUVELABLES PAR L'ASSOCIATION				
Ville de Poitiers		30 000	28 333	1 667
Communauté de commune Grand Poitiers		50 000	15 750	34 250
Région		63 280	28 830	34 452
Europe		50 634	33 021	17 613
Réserve parlementaire		8 223	4 790	3 433
TOTAL		202 137	110 724	91 415

Commentaire

Tableau de subventions d'exploitations

SUBVENTIONS	Accordées du 01/01/2019 au 31/12/2019 ①	Dont reçues du 01/01/2019 au 31/12/2019 ②	Comptabilisées ultérieurement ①-②
Ville	1 500	1 090	410
Grand Poitiers	2 016 837	1 946 959	69 878
Conseil Général	14 727	14 727	
Région	777 007	627 334	149 673
Région contrat plan	50 550	37 300	13 250
Europe	46 192		46 192
Dracc	46 363	46 363	
Drrt	25 150	25 150	
Erasmus	30 978	30 202	776
Autres	20 884	20 884	
TOTAL	3 030 188	2 750 009	280 179

Etat des immobilisations

Cadre A		Augmentations	
	Valeur brute en début d'exercice	Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 646		
TOTAL	7 646		
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.			
Installations techniques, matériel et outillages ind.	399 708		40 166
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	393 628		1 078
Mat. de transport			2 114
Mat. de bureau et info., mobilier	210 041		17 655
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	1 003 378		61 013
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	2 806		
Prêts et autres immobilisations financières	2 110		345
TOTAL	4 916		345
TOTAL GENERAL	1 015 940		61 357

Cadre B	Diminutions		Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévaluat. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			7 646	
TOTAL			7 646	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.				
Installations techniques, matériel et outillages ind.			439 874	
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers			394 707	
Mat. de transport			2 114	
Mat. de bureau et info., mobilier		14 752	212 944	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		14 752	1 049 638	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			2 806	
Prêts et autres immobilisations financières			2 455	
TOTAL			5 261	
TOTAL GENERAL		14 752	1 062 545	

Etat des amortissements

Situation et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.	7 180	129		7 309
	7 180	129		7 309
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agenc. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.	328 513	37 478		365 991
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	381 773	4 347		386 120
Matériel de transport		14		14
Mat. de bureau et informatique, mobilier	175 722	17 362	14 752	178 332
Emballages récup. et divers				
	886 008	59 201	14 752	930 457
TOTAL GENERAL	893 188	59 329	14 752	937 766

Immobilisations amortissables	Ventil. mouvements provision amortissements dérogatoires						Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	DOTATIONS			REPRISES			
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'étab. et développement (I)							
Autres postes d'immo. incorp. (II)							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gales., agencts. et aménag. des constr.							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers.							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE			

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers, pétroliers					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/1992					
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/1992					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques de charges					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux usagers, adhérents					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions & obligations similaires	294 983	59 306			354 289
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour risques et charges		5 200			5 200
TOTAL II	294 983	64 506			359 489
Dépréciations					
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participations					
Sur autre immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients					
Autres dépréciation					
TOTAL III					
TOTAL GENERAL (I+II+III)	294 983	64 506			359 489
- d'exploitation		59 306			
Dont dotations et reprises : - financières					
- exceptionnelles		5 200			
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)					

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	2 455		2 455
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	121 866	121 866	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 248	14 248	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	69 197	69 197	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	326 394	326 394	
Charges constatées d'avance	15 755	15 755	
TOTAL	549 915	547 461	2 455
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Commentaire

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine	772	772		
- à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	232 029	232 029		
Personnel et comptes rattachés	19 996	19 996		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	76 475	76 475		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	19 077	19 077		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	3 957	3 957		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)	16 868	16 868		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	110 775	110 775		
TOTAL	479 949	479 949		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Commentaire

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	33 262.16	29 122.92
Autres créances	328 842.29	299 220.85
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	362 104.45	328 343.77

Détail des produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	33 262.16	29 122.92
418100 Clients factures à établir	33 262.16	29 122.92
Autres créances	328 842.29	299 220.85
438700 Org.soc.pdts à recevoir	14 248.00	
468700 Produits à recevoir	314 594.29	299 220.85
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	362 104.45	328 343.77

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	772.00	541.93
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 302.46	30 730.05
Dettes fiscales et sociales	23 273.64	31 064.05
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	50 348.10	62 336.03

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	772.00	541.93
518600 Intérêts courus	772.00	541.93
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 302.46	30 730.05
408100 Factures non parvenues	26 302.46	30 730.05
Dettes fiscales et sociales	23 273.64	31 064.05
428200 Congés payés	5 874.00	3 318.00
428600 Personnel charges à payer	6 461.00	3 017.00
438600 Org.sociaux charg.à payer	9 871.00	23 780.00
438650 Mutuelle	1 067.64	949.05
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	50 348.10	62 336.03

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Produits d'exploitation	110 775	96 042
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	110 775	96 042

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Charges d'exploitation	15 755	18 808
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	15 755	18 808

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

	Rémunérations	Avantages en nature
Dirigeants bénévoles		
Dirigeants salariés		
Rémunération des 3 cadres les mieux rémunérés	206 950	

Commentaire